LE RENDEZ-VOUS D'OCTOBRE...

Il est de coutume d'attendre chaque année le rendez-vous d'octobre, qui doit dresser - en principe - le monde des travailleurs, face au patronat et aux mesures gouvernementales,

La formule de l'État est simple: par les divers moyens d'expression à sa dévotion - presse, radio, télévision, - il proteste contre toute augmentation de salaire, en brandissant le spectre de l'aggravation du coût de la vie.

Apeuré, le prolétariat couche les oreilles, fait silence de ses revendications, et les produits de nécessité quotidienne n'en augmentent pas moins.

Le tour est joué.

Si le peuple proteste à nouveau, à nouveau on lui ferme la bouche en lui reprochant de favoriser la dévaluation, alors que cette dévaluation est déjà un état de fait.

La scène se reproduit avec la constance d'un sketch de cirque, au cours duquel M. Loyal botte les fesses de Gugusse, invité à admirer le paysage pour mieux servir de cible.

De retour de la mer ou de la campagne, l'esprit encore vacancier, le travailleur n'offre guère d'esprit combatif, et le fameux rendez-vous d'octobre va rejoindre dans le folklore le serpent de mer de nos aïeux.

Toutefois, cette année, reconnaissons-le, l'un des deux antagonistes était présent.

Tandis qu'ouvriers et employés se doraient au soleil, s'adonnaient aux joies de la pétanque, de la pêche ou de la natation, nos ministres ne restaient pas inactifs et passaient à l'attaque.

Forts de la puissance d'un régime qui trouve son assise dans l'inertie générale, ces messieurs ne se donnent même plus le mal de dissimuler les augmentations des vivres et des produits, par la proclamation d'une prétendue stabilité et par la torture des statistiques.

C'est l'État lui-même qui donne le branle; augmentation des tarifs postaux, ascension vertigineuse des impôts.

L'ÉTAT PATRON

Il est intéressant à ce sujet de se livrer à une rapide rétrospective.

Lorsque les travailleurs ont eu conscience de l'exploitation dont ils étaient les victimes, lorsque les plus clairvoyants d'entre eux ont envisagé et proclamé la fin du patronat, les prestidigitateurs de la politique (Karl Marx en tête), ont proposé la solution de l'État-patron.

C'était purement et simplement rétablir l'exploitation, et la rétablir sous sa forme la plus dangereuse,

Cette duperie a été dénoncée en son temps et l'expérience la confirme: l'État est le plus mauvais des patrons, celui qui paie le plus mal ceux qu'il emploie, et celui qui se montre le plus implacable face à leur légitime révolte.

La chose est normale.

- D'abord, parce qu'étant juge et partie se trouvant l'arbitre des conflits auxquels il se trouve mêlé, il ne peut que se donner raison.

- Ensuite, parce que, disposant de la force publique -police, gendarmerie, armée, - il possède, centralisés dans les mêmes mains, le pouvoir économique et le pouvoir politique.

Quel employeur pourrait, à son gré, réquisitionner les travailleurs, paralyser l'économie, boycotter les grèves comme le fait le gouvernement et avec les moyens que possède celui-ci.

- Enfin parce que l'État constitue une entité métaphysique à laquelle viennent se briser les revendications ouvrières.

Nous sommes loin du patron de jadis dont on connaissait les réactions, la mauvaise humeur, les habitudes et le train de vie.

Ce personnage est aujourd'hui dépersonnalisé, et le mécontentement général se heurte, impuissant, à l'anonymat irresponsable du mystérieux appareil étatique.

LA CRISE QUI VIENT

Il pourrait sembler que le taux des salaires pratiqué dans le privé ne concerne pas l'État.

Cependant, dans la contexture générale, tout se tient, et si, l'un des secteurs de l'économie est relativement plus favorisé que l'autre, l'on risque de voir les travailleurs déserter le second pour le premier.

Il importe donc, pour les dirigeants, que le patronat privé ne gêne pas le patronat d'État, que les tarifs d'emploi des uns soient sensiblement les mêmes que ceux des autres.

Équilibre dangereux qui doit concilier les éléments les plus contradictoires.

- 1- La nécessité de favoriser les oligarchies financières, sans lesquelles nul gouvernement ne pourrait se maintenir au pouvoir.
- 2- La nécessité de permettre les bénéfices industriels, sources d'impôts divers (allant de ceux des industries elles-mêmes, jusqu'à ceux des travailleurs qu'elles emploient).
 - 3- La nécessité de bloquer les prix (du moins officiellement) pour interdire la revalorisation des salaires.

Nous avons vu plus haut que, lâchant les chiens, l'État vient de majorer les taxes de son ressort: transports, P.T.T., impôts, ce qui, normalement, devrait amener une augmentation générale des prix et des salaires.

Mais rien n'est moins sûr.

Ne nous y trompons pas, il y a plus que des fringales d'intérêt dans la politique menée.

Dans le même temps, que l'on nous promet l'Âge d'or pour 1980 ou l'an 2000, l'on s'efforce de créer une crise dont les répercussions dépasseront l'économique pour rejoindre le social.

Il faut à qui gouverne la soumission des sujets, et cette soumission s'obtient mieux d'un peuple qui a le ventre vide et dont les composants se disputent les places, dans une sordide concurrence, que dans un monde sans chômage où l'ouvrier choisit son patron.

La crise qui s'ouvre vise moins à atteindre le producteur dans son salaire que dans son moral, à rétablir les classes (quitte à les moderniser), à les distinguer les unes des autres par des privilèges et des catégories.

L'ÉPREUVE DE FORCE

Pour en arriver là, l'État ne reculera pas devant l'épreuve de force. Il vient de le prouver.

Sourd aux revendications multiples, il laissera les choses dans l'incurie où elle se trouve et même aggravera cette incurie.

Tandis que le grand pitre se livrait à ses mômeries outre-Atlantlque, le pays se trouvait et se trouve encore privé de lait.

Il ne s'agit pas pour lui de résoudre les problèmes, mais de faire étalage de son autorité.

De même, tandis que *«la grandeur»* va faire le guignol de capitale en capitale, le problème scolaire reste en suspens, les écoles manquant de crédits, de locaux et d'instituteurs.

Les élèves reçus à leurs examens seront refusés dans les écoles techniques, parce qu'il n'y a pas de place pour les recevoir.

On supprimera des écoles communales de moins de seize élèves, les enfants étant pris en charge par des services routiers qui les conduiront à des écoles plus éloignées.

Pour leur éviter de la fatigue, dira-t-on. Non! Pour que l'instituteur du village disparaisse et que le curé soit le seul personnage du pays.

Cela est la continuation de la politique, réactionnaire et cléricale, qui réduit les crédits pour les achats automobiles (quitte à ruiner une industrie) dans le double but de créer du chômage dans la profession et d'interdire à la classe ouvrière d'accéder aux mêmes avantages que la bourgeoisie.

Cela est la suite d'une politique de reconversion des professions et du déplacement des populations, moins pour des nécessités pratiques, que pour dissoudre des noyaux syndicaux ou sociaux gênants pour les hommes du pouvoir.

Cela est la résultante d'une politique qui n'a souci de la santé physique et morale d'une population qui n'est à ses yeux qu'un cheptel, d'une politique qui ne vise qu'à la force de frappe, la bénédiction papale, la mainmise du clergé et de l'État, sur le corps et l'esprit d'un troupeau servilement soumis, que la mégalomanie des dirigeants voudrait voir s'élever à cent millions de têtes de pipe, avec son contingent de chômeurs, incitant ceux qui n'en sont pas à courber l'échine.

Il pourrait sembler qu'une telle attitude à la veille de cette année d'élections relève d'une certaine maladresse.

Ce serait oublier que ceux qui s'opposeront à de Gaulle, dans le cirque électoral, sont les mêmes qui lui faisaient la courte échelle pour le hisser au pouvoir et qu'ils ont aujourd'hui bonne mine pour se faire les champions de l'opposition.

La bataille se livrera ailleurs.

Que cette année, qui devrait être celle de nombreuses grèves, soit en premier lieu celle de la grève des électeurs.

Maurice LAISANT